**Correction**

**Etat constructiviste**

**Accroche :** « Si un État est gouverné par la raison, la pauvreté et la misère sont honteuses » annonçait Confucius, philosophe chinois du VIIème siècle avant JC, préfigurant déjà les mutations du rôle de l’Etat au XXème siècle.

**Contexte/problématisation :** la France sort de la guerre, épisode traumatique mais qui a permis aussi l’irruption d’idées et de conceptions nouvelles, comme au sein du CNR. L’influence des idées keynésiennes, des expériences fascistes non moins que du prestige soviétique fait évoluer la conception du rôle de l’Etat, qu’on voit désormais comme un acteur économique et social majeur. Etat-Providence, il doit être le garant de l’aide au plus démunis ; Etat-dirigiste, il doit devenir l’organisateur et le soutien de la croissance et de la modernisation. Le GPRF puis la IVème République vont dès lors mettre en place ce nouvel Etat dit constructiviste.

**Présentation des docs :** Le premier doc est un texte issu des *Mémoires* de Charles De Gaulle, chef du GPRF puis président de la Vème République. Il rappelle les principales réformes menées après-guerre pour bâtir l’Etat constructiviste, ainsi que leurs motivations. Le second doc est une affiche de 1945 présentant la nouvelle Sécurité sociale. On y voit les mains de l’Etat refermant la porte sur un taudis, symbolisant la misère.

**Problématique :** Quels sont les outils mis à disposition de ce nouvel Etat, providence et dirigiste ?

1. **L’Etat-Providence :**
2. **La naissance de l’Etat constructiviste :**
* « La résistance française » (doc 1) : rappeler les travaux du CNR à partir de 1943= situation de table rase, volonté de reconstruire un nouveau modèle. Dialogue entre différents courants (communistes, extrême-droite, mouvement technocratique) qui permet des solutions innovantes : « rénovations sociales ». On peut aussi citer l’influence du rapport Beveridge de 1942 au R-U. Au final CNR prévoit la construction d’un Etat constructiviste après-guerre.
* Rappeler le contexte d’après-guerre qui permet de mettre en place le plan du CNR.. D’une part nécessité de reconstruire un pays détruit ; d’autre part triple influence du keynésianisme (*Théorie générale*, 1936), du communisme (PC premier parti de France, URSS prestige de la victoire) voire des fascismes (laboratoire de l’intervention de l’Etat).
* « En raison de mes pouvoirs » (doc 1): situation exceptionnelle d’après- guerre où DG est à la tête du GPRF et jouit d’une aura prestigieuse du fait de son rôle de chef de la France Libre= peut imposer en concertation avec les partis le nouveau modèle de société. A noter que DG est lui aussi d’accord avec un état fort et « dirigiste » (doc 1), car veut les moyens de sa politique, un pouvoir présidentiel fort avec des moyens pour moderniser et porter la France.
* On pourra aussi rappeler le préambule de la Constitution de la IVème, qui garantit le droit au travail, à la santé, au repos et au loisir.
1. **La sécurité sociale :**
* « besoin de sécurité », « égalité » (doc 2), « disparition de l’angoisse » (doc 1), disparition du taudis (doc 2). Idée d’un Etat qui serait le garant de la solidarité nationale et de l’aide aux plus faibles.
* Caisses sociales déjà mises en place depuis 1910 et 1928, mais projets restreints, avec aucune obligation d’adhérer et aides très réduites. Ici projet d’un système **universel**, donc obligatoire pour tous. Il serait financé par des prélèvements (des impôts et cotisations) sur les actifs vers les non-actifs, donc reposant sur le principe de solidarité nationale.
* «  la maladie, l’accident, la vieillesse, le chômage » « d’allocations familiales est alors mis en vigueur. » = Le système de sécurité sociale géré par les partenaires sociaux (syndicats de patron et d’ouvriers) est divisé en 1945 en 5 caisses : maladie, accident, vieillesse (retraite), chômage et famille.
1. **Une amélioration des conditions de vie :**
* « non seulement par des augmentations de salaires, mais surtout par des institutions qui modifient profondément la condition ouvrière » (doc 1). L’Etat vient en aide aux classes populaires pour les sortir de la pauvreté. L’augmentation des salaires se fait par l’embauche de nombreux fonctionnaires bien payés, l’Etat montrant l’exemple : on passe de 1 million à 3,5 millions durant les Trente Glorieuses ! Mais aussi par la création d’un salaire minimum, le SMIG en 1950, et surtout par la reconnaissance syndicale, qui impose des négociations pour augmenter les salaires. Ainsi 1945 est une date importante pour le syndicalisme : l’Etat impose la création d’un **Comité d’entreprise** dans toutes les entreprises de plus de 50 salariés, où siègent les représentants des syndicats, pour un dialogue au sein de l’entreprise sur tous les sujets sociaux et culturels. Parallèlement l’Etat fait pression sur les patrons pour que soient signées **des conventions collectives négociées** avec les syndicats, qui fixent les droits, les devoirs, les rémunérations et les conditions de travail des employés.
* Doc 2 : taudis. Grande politique de construction de logements par l’Etat, gérés notamment par le nouvel office des HLM, avec destruction des bidonvilles et des habitations insalubres et création des grands ensembles qui offrent les principales infrastructures.
1. **L’Etat dirigiste :**
2. **Les nationalisations :**
* « L’Etat dirigiste » (doc 1), les mains de l’Etat qui se substituent à la main invisible du marché de Smith : idée que l’Etat doit se substituer au marché défaillant et doit désormais encadrer et diriger l’économie vers la croissance et la modernisation. Pour cela l’Etat a besoin d’outil.
* Les nationalisations : « charbon, gaz, etc… », « crédit » (doc 1). Les secteurs dit stratégiques sont nationalisés : énergie, transport, sidérurgie et finance. De grandes entreprises publiques gèrent désormais ces secteurs dirigés par des managers qui sont des fonctionnaires qui prendront le nom de technocrates. Ce sont par exemple EDF pour l’électricité, la SNCF pour le rail, la Société Générale, le Crédit Lyonnais, la BNP pour les banques.
1. **La planification :**
* La planification : « haut commissariat au plan » (doc 1). Créée en 46, avec Jean Monnet à sa tête, en partie inspiré de l’exemple soviétique et ses plans quinquennaux rigides. Il s’agit cependant là de plans quinquennaux souples, incitatifs, où l’Etat donne les priorités, et accorde subventions et avantages fiscaux. L’objectif est de diriger l’économie et de soutenir la croissance en privilégiant les secteurs prioritaires, et de moderniser l’économie en développant de nouveaux secteurs dynamiques. Le premier plan porte par exemple sur les industries lourdes pour développer la France, les suivants sur les biens d’équipement et de consommation.
* « et dépendra un jour de la fission de l’atome » : rappeler le plan nucléaire, avec démarrage dans les années 50 sous la IVème République, et accélération avec le plan PEON de 1973.
1. **Politiques contracycliques :**

« qu’il y faut des dépenses et des travaux que seule la collectivité est en mesure d’accomplir ». Reprise de la théorie keynésienne des politiques de « Stop and Go ». L’Etat pour soutenir la croissance soutien la consommation par l’augmentation des salaires, des aides sociales, des politiques de grands travaux (projet autoroutiers, La Défense, Roissy, Plans Neige ou Plans Racine,…) ; au contraire lorsque l’inflation est trop grande il réduit sa présence. Idée de politiques contracycliques : l’Etat agit contre les cycles du marché.